

DIPLOMATIE GD

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

FÉVRIER - MARS 2013

LES GRANDS DOSSIERS N°13

L'état des conflits 2013



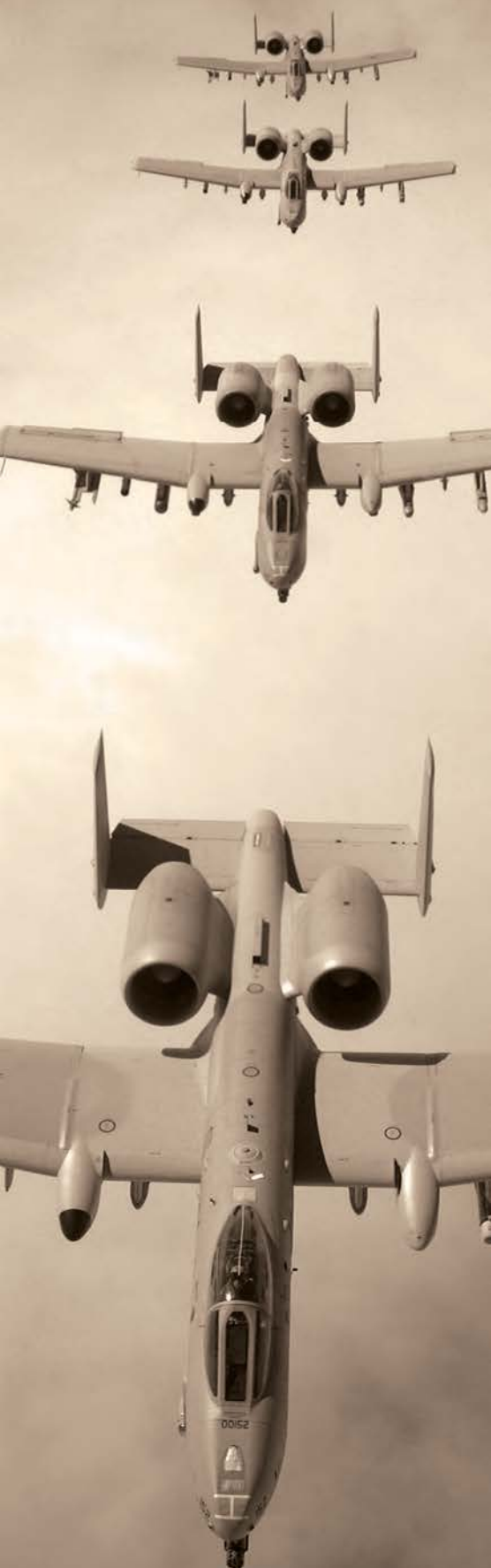
CANADA : 17,99 \$CAN • SUISSE : 20 CHF • CÔTE D'IVOIRE / GABON / CAMEROUN / SÉNÉGAL : 7500 CFA
CAMBODGE : 11,50 € • RÉUNION / GUYANE / MARTINIQUE : 11,50 € TOM SURF : 1300 FRANCS CFP
MAROC : 80 DH (CONSEILLÉ) • ALLEMAGNE : 11,95 € • LUXEMBOURG : 11,50 € • PORTUGAL : 11,30 €
BELGIQUE : 11,50 € • ITALIE : 11,20 € • ESPAGNE / GRECE : 10,95 €

WWW.DIPLOMATIE-PRESSE.COM

M 02271-13 - F: 10,95 € RD "



SOMMAIRE



LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE N° 13 L'ÉTAT DES CONFLITS 2013



L'ÉTAT DES

Edito. p. 3

UN MONDE EN GUERRE p. 6

ANALYSE Qu'est-ce qu'une « guerre humanitaire » juste ? p. 8

ANALYSE Sur la prétendue « obsolescence » des guerres majeures . p. 12

ANALYSE Commerce des armes : vers une nouvelle donne mondiale p. 16

TABLEAU DE BORD Le marché mondial de l'armement p. 21

ANALYSE De l'efficacité des sanctions de l'ONU : bilan de l'année 2012 p. 23

PORTFOLIO Timor oriental : quel avenir sans l'ONU ? p. 25

TABLEAU DE BORD Opérations de maintien de la paix dans le monde p. 28

ANALYSE La nature comme outil de puissance : l'exemple américain. p. 30

PORTFOLIO US Army vs Sandy p. 35

TABLEAU DE BORD Guerres et nature, les enjeux du développement durable p. 36

ANALYSE Guerre et religion : entre enjeu scientifique et défi diplomatique p. 38

PORTFOLIO Dieu est-il pro-israélien ? p. 41

TABLEAU DE BORD Religions et conflits p. 43

ANALYSE La guerre cybernétique, nouveau cheval de bataille américain. p. 44

PORTFOLIO Corée du Nord : les risques de cyberguerre se précisent p. 47

PORTFOLIO « Gauss » s'attaque aux banques arabes p. 49

PORTFOLIO Vers une sanctuarisation de l'Internet iranien ? p. 51



CONFLITS 2013

L'ÉTAT DES CONFLITS AU MOYEN-ORIENT..... p.52

ANALYSE Les conflits du Moyen-Orient : un état des lieux p. 54

TABLEAU DE BORD État des conflits au Moyen-Orient p. 61

REPÈRES

Syrie : vers un conflit à la libanaise ? p. 62

Turquie : une paix possible avec le PKK p. 64

Yémen : une transition sous tension. p. 66

L'ÉTAT DES CONFLITS EN AFRIQUE..... p.68

ANALYSE L'Afrique face aux conflits identitaires
et aux inégalités sociales p. 70

TABLEAU DE BORD État des conflits en Afrique p. 75

REPÈRES

Mali : vers un possible « Sahelistan » ?..... p. 76

Soudans : le pétrole au cœur du conflit p. 78

Congo : vers l'embrasement des Grands Lacs ? p. 80

L'ÉTAT DES CONFLITS EN ASIE..... p.82

ANALYSE Asie : quelles perspectives stratégiques pour 2013 ?... p. 84

PORTFOLIO Entre Pékin et Washington, l'Asie en équilibre p. 87

TABLEAU DE BORD État des conflits en Asie p. 89

REPÈRES

Afghanistan : quel avenir après 2014 ? p. 90

Pakistan : entre le marteau et l'enclume p. 92

Lectures..... p. 94

Abonnement p. 97





analyse

Par **Rony Brauman**,
ancien président de
Médecins sans frontières.

En collaboration (1) avec



Photo ci-dessus :
Des Casques bleus nigériens
de la MINUAD, opération
hybride de l'Union africaine
et des Nations Unies
au Darfour (Soudan), le
3 octobre 2012. La veille
au soir, trois d'entre eux
ont été tués au cours
d'une embuscade, à deux
kilomètres de l'état-major
régional d'El Geneina.
La MINUAD a été créée le
31 juillet 2007 par la
résolution 1769 du Conseil
de Sécurité (© UN/Albert
González Farran)



Qu'est-ce qu'une « guerre humanitaire » juste ?

Protéger les populations civiles n'est pas un critère suffisant pour
battre en brèche le principe de non-intervention dans les affaires
intérieures. Plaidoyer en faveur d'une approche conséquentialiste
de la « responsabilité de protéger ».

Commençons par tordre le cou à une formule qui est plus trompeuse qu'utile à la réflexion sur l'avenir de la guerre : celle de « droit d'ingérence ». Il n'existe pas, au point de vue du droit international, de « droit d'ingérence » et la France est le seul pays du monde où cette notion connaît un certain succès public. Le droit d'ingérence a d'abord été forgé comme un oxymore : c'était un coup rhétorique, dont je ne ferai pas ici l'historique, mais qui date en tout cas de la guerre froide, bien avant les actions humanitaires (2). Par contre, s'il n'existe aucun droit positif qui se réclame effectivement de cette philosophie du « droit d'ingérence », il n'en reste pas moins que la question qu'il soulève, à savoir « que faire face aux massacres de masse ? » est une question essentielle. Elle a d'ailleurs trouvé une traduction en 2005 avec l'adoption, par le Conseil de Sécurité de l'ONU, de la notion de « responsabilité de protéger », qui désigne une résolution ou un

mécanisme au nom duquel on peut activer le chapitre VII de la charte des Nations Unies et recourir à l'usage de la force en cas de « crimes de guerre », « crimes contre l'humanité », « génocide » ou « purification ethnique ». Tels sont les quatre motifs qui permettent d'invoquer la responsabilité de protéger. Cette dernière étant activée par le Conseil de Sécurité, elle est nécessairement soumise à la bonne volonté de ses cinq membres permanents, comme cela se voit actuellement en Syrie. L'insurrection et la répression en Lybie, sur lesquelles je vais revenir ensuite, ont constitué la première situation donnant lieu à la mise en œuvre de ce mécanisme. L'autre était la Côte d'Ivoire. L'une des grandes questions posées à propos de l'avenir de la guerre tient précisément dans l'usage et le devenir de cette notion de « responsabilité de protéger », qui ne va pas sans soulever de nombreuses interrogations.



Critères juridiques et problèmes éthico-politiques

Pour répondre à ces problèmes posés au sujet de l'avenir de la guerre, j'ai choisi de les interroger sous l'angle de ce qu'il est convenu d'appeler les « guerres justes ». La doctrine de la guerre juste présente l'étonnante particularité d'avoir traversé les siècles avec une stabilité remarquable. Les cinq critères que saint Thomas avait définis au XIII^e siècle se retrouvent ainsi, du moins formellement, presque intacts aujourd'hui, même si naturellement leur contenu a changé. Ces cinq critères sont les suivants : l'autorité légitime, la cause juste, l'usage de moyens proportionnés, l'usage de la guerre en dernier recours, et l'existence de chances raisonnables de succès. Naturellement, le souverain légitime et la cause juste, à l'époque de saint Thomas et à notre époque, ne sont plus les mêmes. La papauté et la défense de la chrétienté comme cause légitime étaient les principales sources d'inspiration au Moyen-Âge ; l'autorité légitime est plutôt désormais le Conseil de Sécurité et la cause légitime, nous venons de le voir, renvoie à la prévention des crimes de masse ou des atrocités.

“ La guerre de Libye est, à mon avis, au départ une guerre franco-qatarie de première intention. Les chercheurs et les historiens diront si je me suis trompé. ”

Pour la brièveté de ma présentation, je mettrai ici de côté les trois premiers critères qui me semblent *relativement* « simples », au sens où ils relèvent aujourd'hui de questions *juridiques* : l'autorité, la cause et les moyens sont fixés par le droit international (3). En revanche, je m'intéresserai aux deux derniers, que je qualifierai d'*éthico-politiques*, à savoir l'usage de la guerre comme dernier recours et les chances raisonnables de succès. Il s'agit en effet de questions qui se situent au croisement de l'éthique et du politique, au sens où ils exigent une attitude prudentielle et stratégique qui engage des choix politiques et éthiques hors d'un cadre juridique bien déterminé.

Une guerre de dernière intention ?

On peut ainsi constater, par exemple, que la guerre de Libye a été une guerre « de première intention » et non de dernier recours. Elle a été décidée très vite ; la montée en puissance militaire s'est faite en quelques semaines entre le 15 février, date des premières manifestations à Benghazi, et le 8 mars, date de la reconnaissance par la France du Conseil national de transition. Ce conseil n'avait alors qu'une semaine d'existence et sa composition était pratiquement inconnue, mise à part la présence de quelques notables du régime de Kadhafi, qui n'étaient pas là pour inspirer une confiance illimitée en matière d'attachement aux droits de l'Homme... L'option de la guerre a très vite été retenue à l'Élysée, peut-être aussi à Downing Street, et en tout cas du côté de Doha au Qatar. Cette guerre est, à mon

avis, au départ une *guerre franco-qatarie de première intention*. Les chercheurs et les historiens diront si je me suis trompé. L'affirmation selon laquelle la guerre était absolument nécessaire a été répétée sans cesse, ne serait-ce que pour disqualifier tous ceux qui se présentaient pour proposer une médiation, qu'il s'agisse de la Turquie, de l'Union africaine, voire de l'entourage immédiat de Kadhafi. Du point de vue des critères éthico-politiques de la guerre juste, ce cas contraste, par exemple, avec ce qui se passe en Syrie. Si jamais – ce que je ne crois pas – il y avait un engagement militaire en Syrie, on pourrait effectivement affirmer qu'il s'agit d'un usage de la guerre en dernier ressort, tous les moyens diplomatiques et politiques ayant été épuisés. C'est exactement le contraire qui s'est passé en Libye. Je ne sais évidemment pas ce qu'une médiation aurait donné et je me garderai bien de prétendre que, si la négociation avait été engagée, la voie aurait été dégagée et qu'une transition pacifique et politiquement heureuse se serait produite... Je ne vais pas



me lancer dans de telles prédictions à jamais invérifiables. Mais je me borne à constater qu'aucune attention n'a été prêtée à la solution politique et que l'usage de la force a été choisi immédiatement.

Petite casuistique de l'usage de la force

L'autre critère éthico-politique dont je pense qu'il doit déterminer notre réflexion sur l'avenir de la guerre, appartient au domaine des *vertus que l'on prête à la force*. Quel bénéfice peut-on en attendre ? Ici, à l'examen des interventions armées internationales de ces deux dernières décennies, deux types de scénarios différents se détachent, définis par des données géographiques et politiques opposées. Le premier se caractérise par un territoire exigu, aisément contrôlable, ainsi que par des buts de guerre eux aussi nettement délimités : les objectifs en sont clairs et permettent de déclarer à un moment donné que la mission a été accomplie et qu'il est possible de se retirer. On peut prendre quelques exemples qui illustrent cette situation : la guerre du Koweït de

Photo ci-dessus :
Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon salue l'émir du Qatar Hamad ben Khalifa al-Thani lors de la Conférence internationale de soutien à la Libye nouvelle (dite sommet des « Amis de la Libye »), le 1^{er} septembre 2011 à Paris. Organisée par la France quatre jours après la prise de Tripoli par les forces du Conseil national de transition, la conférence réunit 63 délégations de haut niveau, dans le but de soutenir la formation d'un gouvernement intérimaire en Libye. (© UN/Eskinder Debebe)



Un monde en guerre

Photo ci-dessous :
Moscou, le 1^{er} mai 2011.
Des ressortissants syriens
demandent l'intervention de
l'ONU en Syrie. Aux côtés de
Pékin, Moscou opposera le
4 octobre 2011 son veto à un
premier projet de résolution
du Conseil de Sécurité
dénonçant la répression de
l'insurrection et menaçant
de sanctions le régime de
Bachar el-Assad.
(© Dmitry Berkut).

1990, tout d'abord, dans laquelle il s'agissait de faire retirer les troupes irakiennes du Koweït : dès lors que celles-ci ont franchi la frontière, la mission était remplie ; la guerre du Kosovo, ensuite, où il s'agissait de mettre en place un pouvoir, pas forcément très reluisant sur le plan des droits de l'Homme, mais que l'on considérait comme préférable au régime serbe nationaliste de Pristina ; le Timor oriental en 1999, où il s'agissait, d'ailleurs avec l'accord des Indonésiens, d'installer le Fretilin à la place du gouvernement collaborationniste pro-indonésien. Et la Sierra Leone, enfin, en 2000, où les forces spéciales britanniques se sont portées au secours du gouvernement Kab-bah, mis en danger par une guérilla particulièrement violente. À chaque fois, on le voit, il s'agissait d'un territoire réduit,

les populations est précisément le gouvernement en place contre lequel on veut dresser un bouclier de protection pour les civils. D'où cette équation redoutable : responsabilité de protéger = changement de régime, c'est-à-dire renversement violent d'un gouvernement et substitution du régime précédent par un nouveau, ce qui signifie qu'on dispose d'une solution politique alternative à mettre en place. Tout cela conduit souvent à des suites hasardeuses, telles que celles qu'on a pu constater en Irak, en Lybie et que l'on anticipe en Syrie.

Épargner des vies : la difficile économie morale de la vie humaine

Je rappellerai pour conclure que ce dont il était question en Lybie, c'était d'épargner les vies humaines. C'était d'une économie morale de la vie qu'il s'agissait dans cette guerre préventive, ce qui en rendait d'ailleurs la contestation extrêmement difficile, tant l'accusation de refus d'assistance à personnes en danger de mort et de complicité avec un régime criminel était omniprésente. L'évidence morale de l'intervention armée s'imposait d'elle-même et gare aux contrevenants ! Il faudra revenir sur les allégations qui ont servi de justification à cette intervention dès les premiers jours du soulève-

“ Responsabilité de protéger
= changement de régime :
l'équation est redoutable. ”



d'une offensive limitée, au but bien circonscrit. À ces conditions-là, des interventions militaires peuvent être couronnées de succès et, personnellement, je considère qu'elles sont tout à fait soutenables.

À celles-ci, j'opposerai un autre ensemble de situations, caractérisées au contraire d'une part par un territoire étendu (Irak, Afghanistan, Syrie, Libye, Somalie...), très difficile à contrôler selon les modalités de la guerre contemporaine, laquelle impose une projection de forces limitée et un usage retenu de la violence ; et d'autre part, par des objectifs politiques vagues. La question de la « responsabilité de protéger », c'est-à-dire de l'autorisation d'usage de la force pour protéger des populations civiles étant le critère le plus difficile à cerner. Cet objectif est d'autant plus facilement mis en avant qu'il semble parler à tout le monde : quand des crimes de masse sont commis, quand des atrocités sont perpétrées par un tyran, il semble bon d'y mettre fin. Chacun peut se retrouver dans un tel objectif. Mais qui est compétent pour le mener à bien ? Sur quelle durée, quel territoire ? Ce sont là des questions pratiques compliquées qui soulignent la fausse simplicité de cet objectif moralement limpide qu'est le sauvetage des innocents, tel qu'on l'a martelé pour le Darfour il y a peu. La réponse à ces questions tient en fait dans le constat que protéger les populations est un acte de gouvernement, puisque la menace pour

ment. Je voudrais ici simplement rappeler qu'en quinze jours, on avait observé quelques centaines de morts, une partie due aux combats, une partie à la répression ; le bilan final avancé par les autorités libyennes est de plus de 40 000 morts, pour un pays de 6 millions d'habitants... J'ignore s'il s'agit du chiffre réel, mais je tiens à le rappeler car c'est le chiffre qui fait foi. Lorsque l'on fait de l'économie de la vie humaine le critère d'une intervention, la mortalité est un facteur essentiel d'appréciation. Or il est frappant de constater que cette donnée-là est opportunément passée sous silence. Tandis qu'inversement, il est tout aussi frappant de constater combien on s'indigne – à juste titre d'ailleurs – des 15 000 morts (sur une population de 20 millions d'habitants et en deux fois plus de temps) que le conflit en Syrie a causées selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (4). Je partage cette émotion mais je reste par contre frappé du contraste par rapport aux 40 000 morts libyens déclarés, passés par pertes et profits.

Rony Brauman*

Notes

(1) Laboratoire d'idées français, l'Institut Diderot a été fondé en 2009 afin de « rapprocher dans une démarche prospective commune les deux mondes de la recherche – sciences de la nature et sciences de l'homme – du monde économique » et plus particulièrement de « contribuer à libérer la réflexion sur la société des partis-pris idéologiques périmés qui pèsent encore sur elle et d'agir à l'échelle internationale pour la diffusion du concept et des valeurs réactualisées de l'économie sociale. »

(2) La formule a été forgée par Jean-François Revel pour stimuler le soutien aux intellectuels persécutés par les régimes communistes d'Europe.

(3) Cela ne signifie pas qu'ils ne posent pas de graves problèmes, mais qu'ils sont susceptibles d'être définis dans un cadre juridique précis.

(4) En juin 2012, date d'écriture de cet article. En janvier 2013, l'OSDH faisait état de 60 000 morts et de 600 000 réfugiés extérieurs.

*Ce texte est tiré de *L'Avenir de la Guerre*, un petit ouvrage publié à l'automne 2012 par l'Institut Diderot. Le lecteur y trouvera également un court article du général Henri Bentégeat sur les transformations de la guerre, ainsi que la retranscription d'un débat entre les deux auteurs. L'ouvrage peut-être téléchargé à cette adresse : <http://www.institutdiderot.fr/wp-content/uploads/2012/09/Lavenirdelaguerr.pdf>



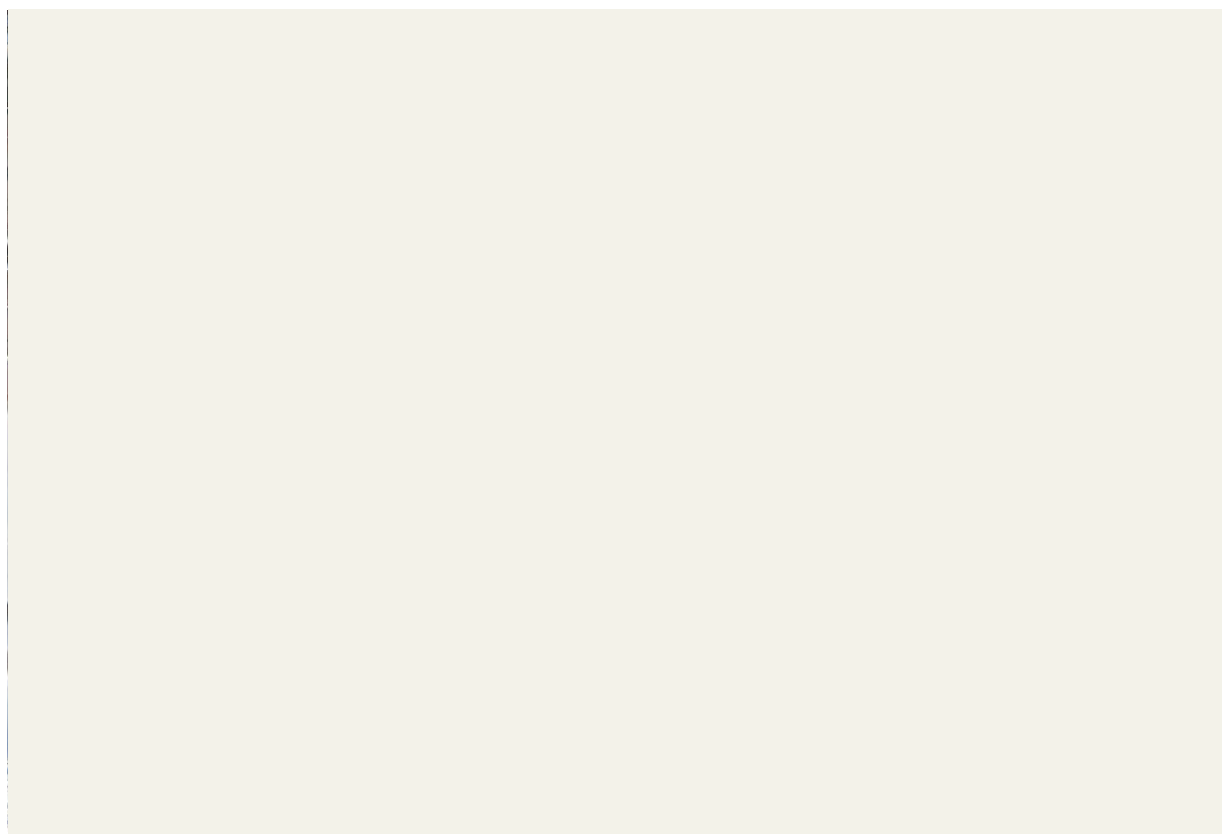
analyse

Par **Henri Bentégeat**,
général d'armée (2S), ancien
chef d'état-major des armées
françaises, ancien président
du Comité militaire de l'Union
européenne.

En collaboration (1) avec



Photo ci-dessus :
Des soldats sud-coréens
et américains participent
à un entraînement
militaire conjoint au
camp d'entraînement de
Pyeongchang (Corée du
Sud), le 7 février 2013.
L'exercice, qui se déroule sur
le Mont Hwangbyeong, doit
permettre d'observer les
capacités de résistance de
400 soldats aux conditions de
froid extrême. (© Xinhua/
Park Jin-hee)



Sur la prétendue «obsolescence» des guerres majeures

Si les « guerres au sein des populations » tendent à devenir le référent de la conflictualité mondiale, la perspective de nouveaux affrontements interétatiques n'est pas à négliger. Une réalité que, désarmées, les puissances occidentales peinent à reconnaître.

Je voudrais d'abord, de manière générale, me poser la question de savoir *si la guerre a un avenir ou non*. La réponse peut paraître évidente, mais elle ne l'est pas nécessairement pour tous les Français, et certainement pas pour la classe intellectuelle européenne et la plupart des leaders d'opinion en Europe, comme j'ai pu en rencontrer un certain nombre à Bruxelles. Je crois que la bonne nouvelle, c'est que *la guerre recule*. Elle recule dans les esprits et dans les faits et elle est de plus en plus encadrée. Mais la mauvaise nouvelle, c'est que, en réalité, *l'avenir de la guerre est tout à fait assuré*.

La guerre recule dans les esprits

C'est là le fait le plus important et significatif. On se souviendra sans doute de cette théorie qui avait fait florès à la fin du XIX^e siècle, des *trois vagues de la pacification*. Le christianisme, d'abord, aurait mis fin au « *vae victis* » (« Malheur

aux vaincus ! ») et permis l'établissement d'une paix durable. Le commerce, ensuite, devait progressivement, selon les physiocrates, transformer l'animal guerrier en animal commerçant. La démocratie, enfin, grâce au poids des opinions publiques, devait pouvoir s'opposer aux fauteurs de guerre. Le malheur, c'est que cette théorie a eu son succès essentiellement à la fin du XIX^e siècle, et que depuis, il y a eu deux guerres mondiales et plus de 60 millions de morts causées par ces deux seuls conflits...

La vague suivante de réflexions sur une fin possible de la guerre est intervenue au terme de la guerre froide, notamment à travers les travaux de l'Américain John Mueller qui, en 1989, publiait un livre intitulé *The Obsolescence of Major War* (2). Il y expliquait que la guerre n'avait plus d'avenir et allait disparaître, du moins entre les grandes puissances, pour trois raisons principales. La première était que le coût de la guerre augmentait de manière exponentielle et rendait de

Un monde en guerre



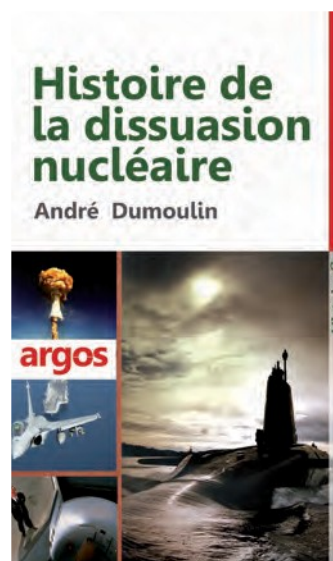
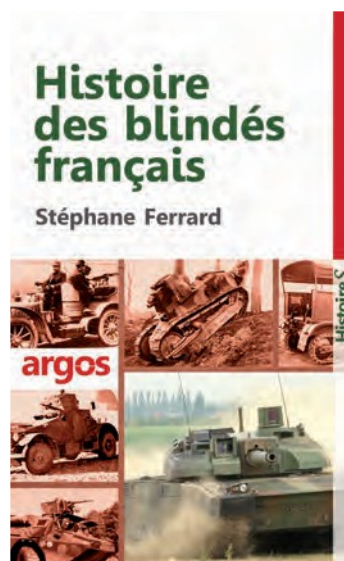
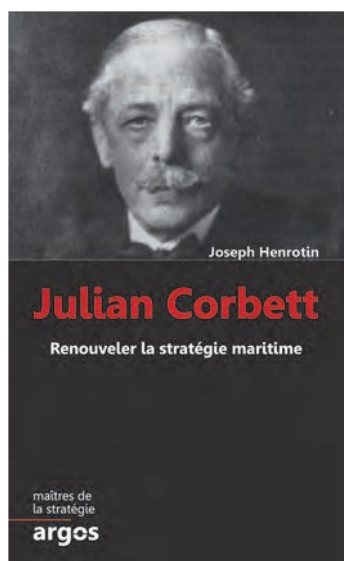
Photo ci-contre :
Le 21 mars 2009, six ans après l'invasion de l'Irak par l'armée américaine, une marche pacifiste est organisée à Hollywood (Californie). Les bilans du conflit font alors état de plus de 4 200 pertes du côté de l'armée américaine et de 91 000 pertes civiles en Irak. Les troupes américaines se retireront du pays le 21 décembre 2011.
(© David McNew/AFP)

moins en moins intéressants les bénéfices qu'on pouvait en escompter. La seconde, que la puissance d'un État se mesurait de plus en plus en termes économiques plutôt que militaires. Et la troisième était que les valeurs guerrières traditionnelles, comme le courage, l'honneur ou le patriotisme, étaient désormais dépassées et rejetées par la majorité des esprits, en particulier dans les démocraties occidentales.

“ Les Suédois venaient de découvrir, horrifiés, que leurs forces spéciales avaient combattu ! (...) C'est ça, le soft power. ”

Cette théorie a été suivie notamment par celle de Joseph Nye sur le *soft power* (3), c'est-à-dire la conviction qu'on pouvait régler à peu près toutes les crises et tous les conflits par des moyens pacifiques, des pressions économiques, des aides financières, des politiques de soutien culturel, etc. Cette théorie a rencontré un succès impressionnant, en particulier en Europe du Nord. J'ai le souvenir, à ce sujet, d'une séquence pour moi un peu burlesque. On m'avait demandé, en 2008, de venir témoigner au Parlement suédois

argos





Un monde en guerre

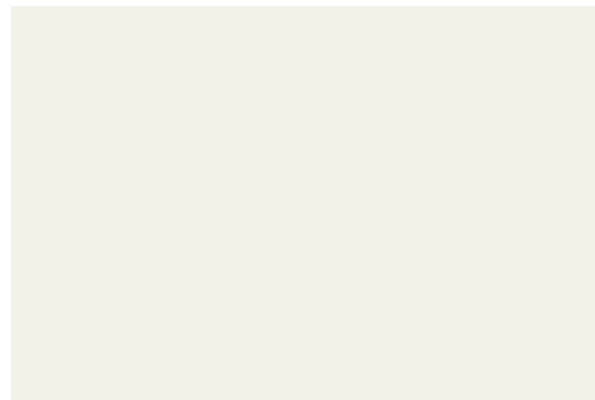
Photo ci-contre :
Un soldat de l'Armée syrienne libre (ASL) lors d'une patrouille à Haram (50 km à l'ouest d'Alep), le 26 octobre 2012. (© Asmaa Waguih/Reuters)

Photo ci-dessous :
Mogadiscio, le 15 juillet 2011. Une femme confie son enfant souffrant de malnutrition à un médecin de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Mission régionale de maintien de la paix, l'AMISOM a été créée en janvier 2007 par le Conseil pour la paix et la sécurité de l'Union africaine. Elle a été autorisée par le Conseil de Sécurité de l'ONU en février 2007. (© UN Photo/Stuart Price)

à propos de l'intervention des forces spéciales suédoises en 2003, lorsqu'elles avaient été engagées en Ituri, dans l'Est du Congo, pour lutter contre des massacres dans le cadre d'une opération européenne. Ce qui se passait alors d'extraordinaire, c'est que les Suédois venaient de découvrir, horrifiés, que leurs forces spéciales avaient *combattu* !... Or ce n'était pas, selon eux, dans leur mandat : elles avaient le droit de protéger les populations, de faire cesser les massacres, mais pas de combattre les massacreurs... C'est ça, le *soft power* : une idéologie extrêmement prégnante en Europe...

Derrière tout cela, on trouve aussi l'idée que le concept de « nation » n'a plus grande valeur. L'internationalisme est devenu en Europe une valeur dominante et on est persuadé, à juste titre d'ailleurs, que les nationalismes ont été à l'origine de la plupart des guerres. Finalement, dans beaucoup de milieux intellectuels et chez beaucoup de leaders d'opinion, la guerre n'est plus considérée comme un fléau, mais comme quelque chose d'*immoral*. On va même plus loin : elle est devenue purement bestiale. Ceci, naturellement, s'oppose à des siècles et des siècles de glorification de la noblesse du métier des armes. De la même manière, la vie est considérée désormais comme la valeur suprême alors que, pendant des millénaires, la valeur suprême a été au contraire, si je puis dire, le sacrifice de la vie de chacun au profit de la communauté.

La guerre recule dans les faits Si la guerre recule dans les esprits, elle semble reculer aussi dans les faits. Sur ce point, toutefois, les statistiques sont assez difficiles à vérifier. Si on compte le nombre de conflits, on peut certes y parvenir, mais quel rapport y a-t-il entre une razzia dans un coin du Soudan et un affrontement entre deux nations comme la Géorgie et la Russie ? Le nombre de victimes est tout aussi difficile à établir : par exemple, en Irak entre 2003 et 2011, les chiffres varient entre 70 000 et



600 000 morts. Je serais personnellement incapable de vous dire quel chiffre reflète la réalité, car on fait rentrer dans ces calculs toutes sortes de décès, directs ou indirects, ce qui pourrait aboutir d'ailleurs à bien plus de 600 000. Les statistiques sont donc peu fiables. On sait néanmoins que les interventions des armées occidentales sont de moins en moins létales : c'est là un point non négligeable. En Libye, en particulier, le nombre de morts provoquées directement par l'OTAN est beaucoup plus réduit que ce qu'on avait pu

“ Ce qui domine désormais, ce sont les guerres civiles, où la population est à la fois la victime, la complice et l'enjeu des conflits. ”

observer dans les débuts en Afghanistan. Il faut reconnaître cependant que si l'on peut parler d'un recul de la guerre dans les faits, c'est qu'on prend comme référence le début du XX^e siècle... On a alors deux conflits mondiaux et de multiples conflits locaux, puis les guerres de décolonisation et les guerres satellites de la guerre froide. Depuis l'implosion de l'URSS, on a vécu « seulement » quelques conflits ponctuels, plus ou moins inspirés parfois par le souci humanitaire, mais rien qui soit très significatif.

Enfin, la guerre change, évolue et se trouve de plus en plus encadrée. Elle change parce que les conflits interétatiques sont de moins en moins nombreux : trois dans la dernière décennie. Ce qui domine désormais, ce sont les *guerres civiles*, ce que Rupert Smith appelle « les guerres *dans la population* », où la population se trouve être à la fois la victime, la complice et l'enjeu des conflits. La guerre change enfin parce qu'elle est soumise à *deux nouveaux facteurs*. L'émergence d'une gouvernance mondiale, d'une part, à travers le rôle reconnu depuis la fin de la guerre froide du Conseil des Nations Unies pour dire le droit d'user de la force et de la violence dans les relations internationales. L'émergence des opinions publiques, d'autre part, à travers l'omniprésence des médias et d'Internet. Ces deux facteurs conjugués ont conduit à deux résultats : le développement du concept d'*ingérence humanitaire*, qui pose de graves problèmes ; et une transformation des structures, des moyens et des modes d'action des armées occidentales. Compte tenu du poids des



Photo ci-dessous :
Prise le 20 janvier 2013 à Niono (à 250 km au nord-est de Bamako, Mali), cette photo montrant un soldat français de la légion étrangère portant un foulard noir à l'effigie de Ghost, personnage du jeu vidéo de guerre *Call of Duty*, a créé une vive polémique à sa parution en France. (© AFP/Issouf Sanogo)

opinions publiques désormais, il faut avant tout réduire les pertes militaires de notre côté et diminuer le nombre de victimes civiles, le nombre de « bavures » sur le terrain d'opération. On a donc commencé par professionnaliser les armées, voire déléguer parfois une partie de leurs responsabilités à des sociétés militaires privées ; puis on a adopté de plus en plus d'armes de très haute précision tirées à grande distance ; et on se dirige maintenant vers la robotisation. Il s'agit, dans tous ces cas, de se plier aux injonctions des opinions publiques occidentales : « le moins de morts possible ».

La guerre a pourtant la vie dure

Peut-on en déduire que la guerre totale à la Clausewitz, nation contre nation, ou même que des guerres du type de celle qu'a connu le Koweït en 1990, sont définitivement écartées du fait de la gouvernance mondiale ? Est-ce que l'on peut estimer que, désormais, la guerre va se réduire à la légitime défense ou à l'ingérence humanitaire ? Il me semble qu'on ne peut rien affirmer de ce genre : rien n'est écarté pour l'avenir. Ceci pour plusieurs raisons. D'abord, les facteurs traditionnels de guerre demeurent, à commencer par l'homme lui-même : l'homme avec son cerveau reptilien, son agressivité, son ADN inchangé depuis l'époque préhistorique, sa peur de l'Autre et, en particulier, des autres groupes. Ensuite tous les facteurs que Thucydide appelait les « causes fondamentales » de la guerre restent bien présents : l'honneur, la peur et l'intérêt. Enfin, si on en vient aux fondements « marxistes » de la guerre : misère, injustice et fanatisme, on doit bien constater que, même si la misère recule un peu, l'injustice et le fanatisme restent toujours bien là.

À cela s'ajoutent même de nouveaux facteurs potentiels de guerre aujourd'hui. En premier lieu, la course aux ressources naturelles : avec l'explosion démographique et l'essor de nouvelles puissances économiques, les ressources de plus en plus rares font l'objet de compétitions de plus en plus dures. Elles risquent, tôt ou tard, de provoquer des conflits directs ou indirects. Un deuxième facteur relativement nouveau, c'est le développement considérable de la criminalité internationale : on sait à quel point les trafics de drogue déstabilisent l'Amérique centrale et comment la culture de la drogue contribue à déstabiliser l'Afghanistan. Deux autres causes potentielles de guerre peuvent être enfin repérées, qui sont liées à l'affaiblissement de deux facteurs fondamentaux de sécurité au cours de ces dernières décennies : la première, c'est ce qu'on appelle la *dé légitimation de l'arme nucléaire*. La dissuasion nucléaire est de plus en plus contestée aujourd'hui, en particulier en Europe. Or la dissuasion nucléaire a joué et continue à jouer un rôle stabilisateur fondamental, non seulement en Europe mais aussi dans la région entre l'Inde et le Pakistan par exemple. La deuxième cause d'ébranlement du système actuel tient dans le fait que l'hégémonie politique et militaire des États-Unis est aujourd'hui menacée, notamment par l'échec en Irak et le semi-échec en Afghanistan. Or les États-Unis ont indiscutablement contribué à la stabilité du monde par leur toute-puissance ces dernières décennies.

Quels sont les *foyers potentiels de guerre aujourd'hui* ? L'Iran, la Palestine et l'émergence de cette opposition frontale entre chiisme et sunnisme qui se manifeste par exemple en Syrie. En Asie du Sud, l'Inde et le Pakistan, sur fond d'Afghanistan ; puis toutes les marches de la Chine, dont on connaît les visées territoriales. Puis, en Afrique, personne ne connaît

le dénouement final des révolutions arabes ; la bande sahé-lienne est profondément ébranlée par la question touarègue et le terrorisme ; il y a en outre toujours en Afrique ces conflits orphelins, qui n'intéressent pas grand monde, en République du Congo, au Soudan, au Darfour, etc. Il y a donc beaucoup de foyers potentiels de guerre. En conclusion, si l'on pense aujourd'hui que la guerre peut être définitivement encadrée et éradiquée, on se trompe très certainement. Et l'on se trompe en particulier parce que la gouvernance mondiale a toutes les peines du monde à prendre forme : elle est empêtrée dans ses propres contradictions entre droits

de l'homme et non-ingérence ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et inviolabilité des frontières... Il existe de très nombreuses raisons, comme on le voit aujourd'hui en Syrie, pour que le Conseil de Sécurité des Nations Unies ait peine à fonctionner. Pas de gouvernance mondiale, risques de guerre identiques voire plus importants... Ma question serait donc plutôt celle-ci : est-ce que nous ne sommes pas en train, nous qui, en Europe, croyons à la fin de la guerre, de quitter le cours de l'Histoire ? On sait en effet que l'Europe désarme et va désarmer de plus en plus, alors que les pays émergents s'arment : les ventes d'armes ont augmenté de 16 % l'année dernière, tandis que les achats d'armes par les pays européens ont diminué d'autant. Je me demande donc si l'Europe, en renonçant à la guerre, ne renonce pas, en un sens, à figurer dans l'Histoire...

Henri Bentegeat*

Notes

- (1) Laboratoire d'idées français, l'Institut Diderot a été fondé en 2009 afin de « rapprocher dans une démarche prospective commune les deux mondes de la recherche – sciences de la nature et sciences de l'homme – du monde économique » et plus particulièrement de « contribuer à libérer la réflexion sur la société des partis-pris idéologiques périmés qui pèsent encore sur elle et d'agir à l'échelle internationale pour la diffusion du concept et des valeurs réactualisées de l'économie sociale. »
- (2) John Mueller, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1989.
- (3) Joseph Nye, *Soft Power*, New York, Public Affairs, 2004.

*Ce texte est tiré de *L'Avenir de la Guerre*, un petit ouvrage publié à l'automne 2012 par l'Institut Diderot. Le lecteur y trouvera également un court article de Rony Brauman sur l'avenir de la responsabilité de protéger, ainsi que la retranscription d'un débat entre les deux auteurs. L'ouvrage peut-être téléchargé à cette adresse : <http://www.institutdiderot.fr/wp-content/uploads/2012/09/Lavenirdelaguerre.pdf>